

maines des Américains, parce que le gouvernement canadien est contrôlé par la haute finance et non par le peuple canadien.

Voilà pourquoi je suis convaincu que la Home Oil passera aux mains des Américains et que nous continuerons à ne pas développer nos richesses naturelles. Pourtant, il serait si facile d'élaborer une politique économique canadienne, une politique de développement des richesses naturelles, une politique par laquelle on pourrait inviter les jeunes Canadiens—45 p. 100 des chômeurs du Canada qui sont âgés de moins de 25 ans—à apporter leur contribution. Ils ne demandent pas mieux que de contribuer à bâtir leur pays, mais si le gouvernement continue à encourager la hausse du taux de chômage par sa fausse lutte contre l'inflation, s'il continue en même temps à donner nos richesses naturelles, il ne faudra pas se demander demain pourquoi les jeunes Canadiens ne croient plus au Canada. On devra dès lors comprendre que les Canadiens désirent un gouvernement véritablement canadien. C'est à se demander si le gouvernement d'en face n'est pas un gouvernement américain.

Monsieur l'Orateur, cette situation est désespérante. Plusieurs solutions s'offrent à nous. On pourrait légiférer pour empêcher la vente de la Home Oil aux intérêts américains, comme on l'a fait dans le cas de la vente de la Denison Mines à la compagnie Hudson Bay Oil and Gas, l'an dernier.

Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources se contente de sourire, de même que le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Pepin), et les autres qui sont à la solde des Américains. Le premier n'agit pas; il se contente de nier, de dire qu'il ne sait pas. Si un ministre ne sait pas, cela commence à être assez grave.

Voilà une solution. Je ne prétends pas qu'elle soit la meilleure, mais si ce gouvernement est véritablement canadien, il cherchera rapidement une solution pour que la Home Oil demeure aux Canadiens, comme il l'a fait dans le cas de Denison Mines.

Je désire proposer une autre solution au ministre. Il choisira. Il ne semble pas avoir d'idées, alors on va lui en proposer. Le gouvernement pourrait acheter lui-même la Home Oil et céder plus tard cette compagnie à la Société Polymer ou à la Société de développement du Canada.

Il s'agit d'une autre solution, mais elle ne plaît pas, parce qu'elle est teintée de socialisme. Si le gouvernement accapare l'entreprise privée, cela ne me plaît pas. Je le répète: cette solution est teintée de socialisme.

Il est préférable que cette entreprise devienne une société de la Couronne à économie mixte, ce qui permettrait de racheter les actions de la Home Oil plutôt que de la voir passer aux mains des Américains. Ce serait une solution de cataplasme sur une jambe de bois, mais au moins un cataplasme canadien?

Monsieur l'Orateur, il est au moins une chose par laquelle je me distingue du chef du Nouveau parti démocratique; c'est que lui ne fait aucune distinction entre les sociétés de la Couronne, car il rêve de socialisme, tandis que moi, j'espère tout au moins que cette société soit à économie mixte, de sorte qu'on puisse inviter les investisseurs canadiens à participer, par leurs capitaux, à l'administration de cette nouvelle compagnie, qui pourrait être conseillée par la société Polymer.

[M. Fortin.]

• (9.20 p.m.)

Monsieur l'Orateur, une troisième solution pourrait être envisagée. Je ne dis pas qu'elle soit *per se* excellente, mais il s'agit d'une solution possible, qui pourrait permettre aux Canadiens de conserver leurs biens.

Cette troisième solution serait la suivante: Le gouvernement se portera garant des dettes de la Home Oil. Voilà, à mon sens, la meilleure solution.

Monsieur l'Orateur, le problème fondamental de M. Brown, président de la Home Oil, est qu'à cause du système financier actuel, il a dû emprunter des sommes fantastiques, de sorte qu'aujourd'hui, il doit payer en intérêt seulement au delà de \$200,000 par mois. Cette dette dont il ne peut s'acquitter, parce qu'il est maintenant «étouffé» par la haute finance, que protège, évidemment le gouvernement canadien, le contraint de vendre la Home Oil aux Américains. Tout cela arrive parce que le gouvernement canadien ne contrôle pas son économie. Pourquoi le gouvernement ne garantirait-il pas les dettes de la compagnie Home Oil, de sorte que cette compagnie n'aurait pas à s'offrir comme une putain aux Américains.

Monsieur l'Orateur, le gouvernement canadien consent des prêts sans intérêt à des pays comme l'Inde. Plus de 201 millions de dollars ont été prêtés jusqu'à ce jour à l'Inde, et ce sans intérêt, pour 60 ans. Cela signifie que le gouvernement canadien se porte garant du développement de ce pays.

Dernièrement, le très honorable promeneur national, le premier ministre (M. Trudeau) est allé, «à coups de millions», faire un voyage au nom des Canadiens dans ce pays, alors que nous, nous continuons à nous endetter, à crouler sous le poids de l'intérêt. Quant à lui, il se promenait, il se pavanait, oubliant un peu partout des millions, sans intérêt, remboursables en 60 ans. En même temps, on écrasait les Canadiens. On a consenti ces prêts pour développer ces pays, afin qu'ils ne soient pas comme ceux du Moyen-Orient, comme le disait le chef du Nouveau parti démocratique, où les ressources pétrolières appartiennent presque en totalité aux étrangers.

Le gouvernement canadien consent des prêts, offre de l'argent sans intérêt à ces pays pour qu'ils se développent, pour qu'ils se dirigent eux-mêmes et, en même temps, il écrase les Canadiens. Il ne fait absolument rien pour sauver l'industrie canadienne et provoque, par son inertie et sa léthargie, la disparition d'entreprises canadiennes et leur cession aux mains des Américains.

Monsieur l'Orateur, nous réclamons, nous, du Ralliement créditiste, l'adoption d'une politique économique qui redonnerait le Canada aux Canadiens, grâce à l'utilisation de crédits basés sur les crédits réels de la nation. Les ressources naturelles n'appartiennent ni à la compagnie Home Oil, ni aux Américains, mais à tous les Canadiens. Les ressources naturelles, qu'il s'agisse de mines, de pétrole ou d'eau potable n'appartiennent pas à un Canadien en particulier, pas plus au premier ministre actuel qu'au très honorable député de Prince-Albert,—les deux personnes qui nous ont vendus—mais à tous les Canadiens. Le gouvernement a le devoir de redonner ces richesses aux Canadiens, par l'adoption d'une politique économique nationale et en se portant garant des dettes de la Home Oil.

[Traduction]

M. l'Orateur suppléant: A l'ordre, s'il vous plaît. Je regrette d'interrompre le député, mais je dois l'avertir que son temps de parole est expiré.